

# **Cahier des clauses administratives particulières**

Marché public de travaux

Consultation n° 25MTA007M-008M

**Travaux de rénovation des toitures du Gymnase et du restaurant du campus de Nantes d'IMT Atlantique**

## **Objet de ce document**

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG concerné.

**lot n°1: Rénovation de l'étanchéité**

**lot n°2: Installation de Panneaux Photovoltaïques**

# Sommaire en un coup d'œil

## Partie 1 – Description du marché

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

## Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

## Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des travaux

## Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

## Partie 5 – Les autres clauses

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

## Les dérogations aux CCAG Travaux

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Travaux

## Annexe

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

# Sommaire en détail

<b>PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
Article 1. Parties contractantes .....	5
1.1. L'Institut des Mines-Télécoms .....	5
1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié .....	5
Article 2. Objet et montant du marché .....	6
2.1. Description de l'objet du marché .....	6
2.2. Allotissement .....	6
Article 3. La sous-traitance .....	6
Article 4. Pièces contractuelles .....	6
Article 5. Durée .....	7
5.1. Durée du marché .....	7
5.2. Prolongation des délais .....	8
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché .....	8
Article 7. Marché similaire .....	8
<b>PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....</b>	<b>9</b>
Article 8. Le prix .....	9
8.1. Nature et type de prix .....	9
8.2. Mois d'établissement des prix .....	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	9
Article 10. Modalités de règlement des comptes .....	10
10.1. La présentation des factures .....	10
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro .....	10
10.3. Service chargé du paiement.....	11
10.4. Délai de paiement.....	11
10.5. Intérêts moratoires.....	12
10.6. Avances .....	12
Article 11. Retenue de garantie .....	13
Article 12. Nantissement .....	14
<b>PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ? .....</b>	<b>16</b>
Article 13. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ? .....	16
13.1. Précisions sur les conditions d'exécution des prestations .....	16
13.1.1. Mesures d'hygiène et de sécurité .....	16
13.1.2. Nettoyage du chantier.....	16
13.2. Nuisances sonores .....	16
Article 14. Comment se déroule la réception des travaux ? .....	16
<b>PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ.....</b>	<b>17</b>
Article 15. Pénalités .....	17
15.1. Les pénalités applicables .....	17
15.2. Modalités d'application des pénalités.....	18
Article 16. Résiliation du marché .....	18

Article 17 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	18
<b>PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES .....</b>	<b>19</b>
Article 18. Assurances .....	19
Article 19. Justificatifs fiscaux et sociaux.....	19
Article 20. Langue .....	19
Article 21. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	19
<b>PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX .....</b>	<b>21</b>
<b>ANNEXE .....</b>	<b>22</b>
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois.....	22

# PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

## ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

---

### 1.1. L'Institut des Mines-Télécoms

L'IMT est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances.

**L'école nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne** Pays de Loire (**IMT ATLANTIQUE**), école interne de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, représenté par le signataire du présent marché Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur ou sa représentante, Madame Laurence MALPOT, Secrétaire générale, sis 4 rue Alfred Kastler 44307 NANTES cedex 3.

**Numéro SIRET : 180 092 025 00121 Code APE : 8542 Z**

Ci-après dénommé sous son nom de marque « **IMT ATLANTIQUE** »

### 1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié

L'exécution des travaux se déroule sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage :

Nom : Monsieur **Christophe LEROUGE**, Directeur

Adresse : IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE, 4 rue Alfred Kastler, La Chantrerie - CS 20722, 44307 Nantes cedex 3

Téléphone : 0251858110

E-mail : [christophe.lerouge@imt-atlantique.fr](mailto:christophe.lerouge@imt-atlantique.fr)

Le surveillant des travaux :

Nom : Monsieur **Emmanuel ZANCHETTA**, chargé d'opération

Adresse : Direction du Patrimoine et des Services Généraux, 4 rue Alfred Kastler - CS 20722, La Chantrerie, 44307 Nantes cedex 3

Téléphone : 0620059759

E-mail : [emmanuel.zanchetta@imt-atlantique.fr](mailto:emmanuel.zanchetta@imt-atlantique.fr)

#### ➤ La dénomination du Titulaire

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

#### ➤ L'interlocuteur privilégié du Titulaire

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à IMT Atlantique.

## ➤ L'élection de domicile du Titulaire

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

## ARTICLE 2. OBJET ET MONTANT DU MARCHÉ

---

### 2.1. Description de l'objet du marché

**Objet des travaux :** Travaux de rénovation des toitures du Gymnase et du restaurant du campus de Nantes d'IMT Atlantique.

**Lieu d'exécution :** Campus de Nantes, 4 rue Alfred Kastler, La Chantrerie, 44300 Nantes

Le marché est divisé en lots comme suit :

**Lot 1 "Rénovation de l'étanchéité":**

Rénovation de l'étanchéité de la toiture pour une isolation thermique renforcée

**Lot 2 "Installation de Panneaux Photovoltaïques":**

Installation de panneaux photovoltaïques pour réduire l'empreinte carbone et opter pour une solution durable et responsable.

Ces travaux doivent être réalisés selon les prescriptions prévues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le présent CCAP.

### 2.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

## ARTICLE 3. LA SOUS-TRAITANCE

---

La sous-traitance est autorisée.

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. IMT Atlantique a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à IMT Atlantique le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

## ARTICLE 4. PIÈCES CONTRACTUELLES

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'Acte d'Engagement et ses annexes (AE)
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) (\*)
- Le planning détaillé des travaux
- Les plans
- Les schémas électriques
- Le carnet de vues
- Le Rapport Initial du Contrôle Technique (RICT)
- Le mémoire technique du titulaire
- La DC4 – Déclaration de sous-traitance
- Les ordres de service

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Le CCAG-Travaux est accessible sur le site [legifrance.fr](http://legifrance.fr). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

## ARTICLE 5. Durée

---

### 5.1. Durée du marché

#### 5.1.1 Lot 1 “Rénovation de l'étanchéité”

##### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 105 jours calendaires (pour chaque tranche).

La durée du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

##### Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 14 jours calendaires est prévue.

##### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est égal à la durée du lot.

#### 5.1.2 Lot 2 “Installation de Panneaux Photovoltaïques”:

##### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 84 jours calendaires.

La durée du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

##### Période de préparation :

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation de 14 jours calendaires est prévue.

##### Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est égal à la durée du lot.

#### 5.1.3 Tranches :

Ce marché est divisé en tranches :

Type	Description	Délai d'exécution prévu	Date de début prévue	Date de fin prévue
Lot 1				
Tranche ferme	Gymnase	105 jours calendaires	10 juin 2025	22 septembre 2025
Tranche optionnelle	Restaurant	105 jours calendaires	9 juin 2026	21 septembre 2026
Lot 2				
Pas de tranches				

## 5.2.Prolongation des délais

Si le Titulaire souhaite solliciter une prolongation du délai d'exécution, il doit mettre en œuvre la procédure prévue à l'article 18.2 du CCAG travaux.

## ARTICLE 6. MODIFICATIONS DE LA SITUATION JURIDIQUE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire doit immédiatement communiquer à IMT Atlantique les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

IMT Atlantique peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

## ARTICLE 7. MARCHE SIMILAIRE

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, IMT Atlantique se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du lot dont il est titulaire.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la signature du présent marché.



## PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

### ARTICLE 8. LE PRIX

---

#### 8.1. Nature et type de prix

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

#### 8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires est celui de la date limite de réception des offres. Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### ARTICLE 9. CLAUSE DE REVISION DES PRIX

---

#### Lot 1 “Rénovation de l'étanchéité” :

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 1 * c1/C1$

où

c1 = indice 1710985 - Index du bâtiment - **BT53** - Étanchéité - Base 2010, dernier indice définitif connu au 1er jour d'exécution des travaux liés à l'acompte

C1 = indice 1710985 - Index du bâtiment - **BT53** - Étanchéité - Base 2010, dernier indice définitif connu à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire

#### Lot 2 “Installation de Panneaux Photovoltaïques” :

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

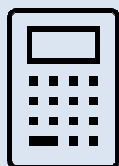
Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 1 * c1/C1$

où

c1 = indice 1710979 - Index du bâtiment - **BT47** - Électricité - Base 2010, dernier indice définitif connu au 1er jour d'exécution des travaux liés à l'acompte

C1 = indice 1710979 - Index du bâtiment - **BT47** - Électricité - Base 2010, dernier indice définitif connu à la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire



Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum 4 décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi peut être traité de 2 façons :

1. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
2. Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## ARTICLE 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 10.1. La présentation des factures

#### Modalités de règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux.

### 10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

SIRET : 180 092 025 00121

Code service : IMTA\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER

N° d'Engagement juridique : fourni dans le courrier de notification du marché

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

### 10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

IMT Atlantique Campus de Nantes	Agent comptable secondaire IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE 4 rue Alfred Kastler La Chantrerie CS 20722 44307 NANTES cedex 3
------------------------------------	---

### 10.4. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le maître d'ouvrage.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification au maître d'ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. l'Agent comptable secondaire

IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE

4 rue Alfred Kastler

La Chantrerie - CS 20722

44307 Nantes cedex 3

Tél. : 0251858100

Email : [agence.comptable@imt-atlantique.fr](mailto:agence.comptable@imt-atlantique.fr)

#### **10.5. Intérêts moratoires**

Si IMT Atlantique dépasse le délai de paiement de 30 jours, le Titulaire a droit au paiement d'intérêts moratoires.

#### **10.6. Avances**

##### **Lot 1 "Rénovation de l'étanchéité" :**

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial de la tranche.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance débute alors lorsque 50% des prestations sont réalisées.

##### **Lot 2 "Installation de Panneaux Photovoltaïques" :**

L'option A du CCAG Travaux est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30%.

Le remboursement de l'avance débute alors lorsque 50% des prestations sont réalisées.

## **Article 11. Retenue de garantie**

---

### **Lot 1 “Rénovation de l’étanchéité” :**

Les garanties suivantes sont exigées :

\* Garantie - Gymnase : retenue de garantie de 5% du montant initial de la tranche de marché “Gymnase” (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5% du montant de base du marché initial est exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements, elle prendra fin à l'achèvement de la période contractuelle de garantie.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande ou caution sera établie toutes taxes comprises. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte suivant la notification.

En cas d'avenant, la garantie ou caution pourra ne pas être complétée par le titulaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

\* Garantie - Restaurant: 5% du montant initial de la tranche de marché “Restaurant” (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5% du montant de base du marché initial est exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements, elle prendra fin à l'achèvement de la période contractuelle de garantie.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande ou caution sera établie toutes taxes comprises. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte suivant la notification.

En cas d'avenant, la garantie ou caution pourra ne pas être complétée par le titulaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

## **Lot 2 "Installation de Panneaux Photovoltaïques":**

La garantie de parfait achèvement suivante est exigée :

Garantie de parfait achèvement: retenue de garantie de 5% du montant initial du lot (taxes comprises) prélevée par fractions sur chacun des acomptes.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 à R. 2191-41 du code de la commande publique.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. En cas de réserves, les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code de la commande publique sont d'application.

Conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique une retenue de garantie de 5% du montant de base du marché initial est exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements, elle prendra fin à l'achèvement de la période contractuelle de garantie.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R. 2151-13, ce taux est de 3%.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

La garantie à première demande ou caution sera établie toutes taxes comprises. Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte suivant la notification.

En cas d'avenant, la garantie ou caution pourra ne pas être complétée par le titulaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

Si le marché est attribué à une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le montant de la retenue de garantie applicable sera de 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

## **Article 12. Nantissement**

---

Le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances peut demander à IMT Atlantique :

- Un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas

- IMT Atlantique ;
- Le décompte des droits constatés au profit du Titulaire ;
- Un état des avances et des acomptes mis en paiement.

La personne compétente pour fournir ses renseignements est :

**Thomas LAGADEC**  
**Responsable marchés publics**

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

**Agence comptable secondaire IMT Atlantique**

## **PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?**

### **Article 13. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ?**

---

#### **13.1. Précisions sur les conditions d'exécution des prestations**

Les conditions de l'article 31 du CCAG-Travaux s'appliquent et sont précisées par les articles suivants.

##### **13.1.1. Mesures d'hygiène et de sécurité**

L'article 31.4 du CCAG travaux s'applique. Il est précisé que le Titulaire doit respecter tous les règlements et consignes de IMT Atlantique et du responsable sécurité.

##### **13.1.2. Nettoyage du chantier**

Le titulaire est responsable de sa zone de chantier.

Toutes les zones de travaux doivent être nettoyées, vidées des déchets et des matériels du Titulaire et le cas-échéant de ses sous-traitants.

#### **13.2. Nuisances sonores**

Le titulaire doit respecter la législation en matière de gestion du bruit.

Dans la mesure où les travaux s'effectuent dans un site occupé, le titulaire doit limiter au maximum les nuisances sonores.

### **Article 14. Comment se déroule la réception des travaux ?**

---

La réception se déroule conformément à l'article 41 du CCAG travaux. Chaque tranche fait l'objet d'une réception.



## **PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ**

### **Article 15. Pénalités**

---

#### **15.1. Les pénalités applicables**

##### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des travaux, une pénalité journalière de 1/3 000<sup>e</sup> du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande sera appliquée.

##### **Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution**

En cas de non-respect des conditions d'exécution prévues au présent CCP et dans le mémoire technique du titulaire du lot concerné, ce dernier encourt une pénalité de 100 € par jour et par manquement constaté.

##### **Pénalités pour absence aux réunions**

En cas d'absence non justifiée à une réunion organisée conformément à l'article 6.4 du présent CCP, le titulaire du lot concerné encourt une pénalité de 80 € par absence.

##### **Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, IMT Atlantique, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à IMT Atlantique la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, IMT Atlantique peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant maximum au titre de ces pénalités ne peut dépasser 20% du montant affermi.

##### **Autre pénalité**

En cas de tout autre manquement aux obligations prévues dans les pièces contractuelles, IMT Atlantique se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer une pénalité de 150 €HT par jour et par manquement (Règle de sécurité du campus, déchets ...).

Tout manquement aux prestations du marché pourra faire l'objet d'un constat de IMT Atlantique, notifié par écrit au titulaire.

A compter de trois constats d'exécution défailante portant sur le même manquement, le titulaire s'expose à l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité supplémentaire de 300 euros par jour et par manquement.

##### **Non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel**

En cas de non-respect des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 150 € par manquement.

#### Primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **15.2. Modalités d'application des pénalités**

Cet article déroge à l'article 19 du CCAG travaux.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable. La procédure contradictoire prévue par l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux ne s'applique pas.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant affermi. Si le montant total excède ce plafond, IMT Atlantique peut résilier le marché aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

## **Article 16. Résiliation du marché**

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

#### Principes généraux :

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG travaux sauf disposition contraire au sein du présent document.

## **Article 17 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige**

---

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG des marchés publics de Travaux.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Nantes  
Tél. : 02.55.10.10.02  
Fax : 02.55.10.10.03  
Email : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Nantes  
Tél. : 02.55.10.10.02  
Fax : 02.55.10.10.03  
Email : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

## PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

### Article 18. Assurances

---

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés au maître d'ouvrage et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du maître d'ouvrage.

#### Assurance de responsabilité civile décennale :

\* Conformément aux dispositions de l'article 8.1.2 du CCAG Travaux, le titulaire doit contracter une assurance de responsabilité décennale même dans le cas où les ouvrages de construction relèvent de l'article L. 243-1-1 du code des assurances.

#### Assurances du maître d'ouvrage :

\* Les assurances suivantes sont contractées par le maître d'ouvrage : tous risques chantiers, dommages-ouvrages, responsabilité civile du maître d'ouvrage ou un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD).

### Article 19. Justificatifs fiscaux et sociaux

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par IMT Atlantique, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestions.com>.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi IMT Atlantique pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

### Article 20. Langue

---

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

### Article 21. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestions.com>

IMT Atlantique peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

## **PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Il est dérogé à l'article 28.1 du CCAG Travaux.

## ANNEXE

### ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

#### 1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p><b>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</b> prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p><b>Le cas échéant</b>, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, <b>l'un des documents suivants</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis)</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente</li></ul> <p style="text-align: center;"><b>OU</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente</li></ul>
3	<p><b>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers</b> employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Sa date d'embauche,</li><li>• Sa nationalité,</li><li>• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</li></ul>

## 2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p><b>OU</b></p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p><b>Le cas échéant</b>, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p><b>OU</b></p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p><b>OU</b></p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p><b>Le cas échéant</b>, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>